

Un déficit budgétaire de 6,3 milliards de dirhams à fin mars

Le déficit budgétaire ne cesse de s'aggraver. L'écart s'est creusé de 1,2 milliard de dirhams entre mars 2017 et mars 2018. Au troisième mois de l'année, le Trésor ressort déficitaire de l'ordre de 6,3 milliards DH contre 5,5 milliards DH enregistrés à la même période de l'année passée. Ce déficit tient compte d'un solde positif de 8,8 milliards DH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor et les services de l'Etat gérés de manière autonome. C'est ce qui ressort du bulletin mensuel de statistiques des finances publiques. Le mois de mars a été marqué par une baisse des recettes ordinaires. Ces dernières se sont rétractées de 2,6% atteignant ainsi les 59,2 milliards DH contre 60,8 milliards DH une année auparavant. Cette baisse résulte de la chute de 10,2% des impôts indirects et de 27,8% des recettes non fiscales.

En parallèle, les droits de douane ont grimpé de 22,7%. Il en est de même pour les impôts indirects et les droits d'enregistrement et de timbre dont les valeurs ont affiché des hausses respectives de 5,6 et de 6,8%. La structure des recettes ordinaires reste dominée par la taxe sur la valeur ajoutée.

Atteignant une valeur de 16,29 milliards DH, la TVA a grimpé de 7,1% au mois de mars représentant 27,5% de la structure globale des recettes principales. L'impôt sur les sociétés a généré des recettes de 14,97 milliards DH, en baisse de 16,9%. L'impôt sur le revenu arrive en

troisième position en termes des parts de la structure des recettes et ce avec une valeur de 10,52 milliards DH, en progression de 1,2%. Les dépenses émises se sont pour leur part légèrement rétractées au mois de mars. A noter que les engagements de dépenses se sont élevés à fin mars à 147,1 milliards DH, soit un taux global d'engagement de 37% comparé au même mois de l'année précédente. La Trésorerie générale du Royaume relève également dans son bulletin un taux d'émission de 67% au même niveau de l'année passée. Les dépenses émises au titre du budget général s'élèvent

Les dépenses émises au titre du budget général s'élèvent à 79,7 milliards DH, en repli de 9,7% par rapport à ce qui a été enregistré une année auparavant. Cette baisse s'explique par le recul de 36,2% des charges de la dette budgétisée et de 11,5% des dépenses d'investissements.

pour leur part à 79,7 milliards DH, en repli de 9,7% par rapport à ce qui a été enregistré une année auparavant. Cette baisse s'explique par le recul de 36,2% des charges de la dette budgétisée et de 11,5% des dépenses d'investissements

au moment où les dépenses de fonctionnement ont affiché une hausse de 0,6%. «La diminution des charges de la dette budgétisée s'explique par le recul de 50,6% des remboursements du principal (5,4 milliards DH) et de 12,4% des intérêts de la dette (5,8 milliards DH)», relève-t-on du bulletin de statistiques des finances publiques.

Les dépenses de fonctionnement émises atteignent les 49,3 milliards DH. De ces dépenses, 27,5 milliards DH ont été débloqués pour les traitements et salaires représentant une hausse de 2,3%. Les dépenses de matériel se sont repliées de 2,8% se situant autour de 13 milliards DH contre 13,3 milliards DH une année plus tôt. Les charges communes se sont légèrement rétractées pour atteindre à fin mars les 7,2 milliards DH. Par ailleurs les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont augmenté de 7,3% atteignant ainsi les 1,62 milliard de dirhams. «Cette augmentation s'explique en



— K.T

grande partie par l'augmentation des remboursements, dégrèvements et restitutions au titre de la fiscalité domestique (1,42 million de dirhams) en raison de la hausse des remboursements de la TVA à l'intérieur (1,27 million de dirhams)», explique la Trésorerie générale dans son bulletin. Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général ont reculé de 2,5 milliards DH passant à 19,2 milliards DH. La baisse observée dans ce sens est évaluée à 11,5%. Elle relève de la diminution de 12,5% des dépenses des ministères et de la baisse de 10,7% des charges communes. Notons que l'encours de la dette intérieure a grimpé de 2,7% par rapport au mois de décembre. Cette hausse revient au recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 11,8 milliards DH.